

**ALORS QUE SELLAL L'AVAIT ANNONCÉ POUR AVRIL**

# Dans l'attente du «nouveau programme économique»

**Amorcée en 2014, la crise pétrolière a eu de lourdes répercussions sur l'économie algérienne monoexportatrice. Pourtant, elle a longtemps fait l'objet de déni du gouvernement. Ce n'est qu'à la mi-2015 qu'une certaine prise de conscience a commencé à s'opérer pour finir sur une promesse de «nouveau programme économique» pour avril 2016.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Nous sommes en mai, et aucun communiqué ou publication officielle n'a confirmé ou abordé le lancement de ce «nouveau programme économique», prévu pour avril par le Premier ministre.

A défaut d'une stratégie, un programme est tout ce qui a été envisagé pour contrecarrer la chute drastique des cours du baril de pétrole. Encore faut-il que celui-ci soit réalisé dans les délais fixés.

D'autant plus que cet affaïssissement n'est, définitivement, pas conjoncturel. En effet, l'Irak et l'Irak qui comptent croître davantage leur production pétrolière mensuelle respectivement de 13% et 32% en référence à juin 2014,

début de la crise de la surabondance de l'offre sur le marché international. Et tant que le gel n'est pas le point de convergence des intérêts des exportateurs de pétrole, il ne constituera pas la solution.

Evidemment, le déni du gouvernement de la gravité et de la durabilité de la crise énergétique, durant plus d'une année, a fait qu'il est aujourd'hui à cours de temps pour l'élaboration d'une réelle stratégie de remaniement et diversification économiques. Puisque les réserves de change de moins de 140 milliards de dollars ne résisteront certainement pas jusqu'à 2017, avec le train de vie actuel. Le Fonds de régulation des

recettes, est, quant à lui, quasiment vidé. A rappeler que le lancement de l'emprunt obligataire public ne doit pas être perçu tel un acte financier extraordinaire. Il s'agit d'une activité très anodine partout ailleurs, et ne remplace aucunement un quelconque recours à un emprunt de devises à l'international ; une hypothèse à ne pas écarter. Cela étant dit, ce sont des alternatives de rafistolage conjoncturel qui sont envisagées en l'absence de vision globale.

Des licences d'importation par-ci, des hausses de taxes et charges par-là, ne sont pas susceptibles de bâtir une économie forte tant que celle-ci est perçue comme une administration bureaucratique et que l'Etat ne s'en tient pas à son rôle de simple régulateur.

Des organismes comme l'Ansej (Agence nationale de soutien pour l'emploi des jeunes) ou l'Andi (Agence nationale de développement de l'investissement) trouvent souvent pour handicap une



Abdelmalek Sellal, Premier ministre.

bureaucratie tentaculaire. En plus, la politisation de l'acte d'investissement ne représente évidemment pas l'aspect le plus attractif ou le plus valorisant du climat d'affaires en Algérie.

Evidemment, affecter des objectifs de croissance exagérément ambitieux ou donner à la création de microentreprises une

dimension plus quantitative que de performance pour redynamiser l'économie nationale révèle une défaillance de gérance et de gouvernance qu'il est expressément urgent de remettre en cause. Ceci, en attendant la communication du «nouveau programme économique», prévu pour avril dernier.

N. B.

**SECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DU BÂTIMENT**

## 1,2 million d'emplois ne trouvent pas preneur

**Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a révélé un chiffre qui donne le tournis en affirmant qu'en Algérie, il y a 1,2 million d'offres d'emploi qui ne sont pas satisfaites, dont 800 000 dans le secteur de l'agriculture et 500 000 dans le bâtiment.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - «Il n'est pas acceptable que des agriculteurs demandent à importer de la main-d'œuvre chinoise et subsaharienne pour faire les métiers de la terre. Il faut que les mentalités changent quand on sait que les besoins immédiats du secteur de l'agriculture s'élèvent à 800 000 postes d'emploi et 500 000 pour le secteur du bâtiment», a expliqué El Ghazi, qui était hier l'hôte du forum hebdomadaire de la radio nationale.

Le ministre a indiqué que dans le cadre des dispositifs Ansej et Cnac, des PME devront être créées, notamment dans le secteur de l'agriculture, de sorte que les jeunes créateurs de PME vont intervenir en amont et en aval de la filière. El Ghazi se félicite que de jeunes PME à Adrar et El-Oued soient devenues «exportatrices» vers le nord du pays de leurs fruits et légumes.

«A Adrar, des camions arrivent de Sétif, Oran, Sidi-Bel-Abbès et Annaba, pour acheminer des légumes cultivés vers le Nord, c'est très encourageant pour des jeunes qui ne cherchent qu'à travailler. De notre côté, nous allons les encourager afin que le ministère de l'Agriculture leur accorde davantage de terres agricoles pour les exploiter», a souligné l'hôte de la radio qui insiste sur la disponibilité des dispositifs Ansej et Cnac pour aider à créer des



El Ghazi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

PME également dans le secteur du bâtiment. Il a rappelé à cet effet que son département a signé avec

le secteur de l'habitat une convention permettant aux jeunes inscrits dans le cadre des dispositifs Ansej

et Cnas d'intervenir dans l'entretien des ascenseurs des cités AADL.

Le premier responsable du département du travail a formellement refusé la substitution de l'Etat aux jeunes bénéficiaires des crédits bancaires dans le cadre du dispositif Ansej pour le remboursement de leurs dus. «Il faut sortir de cette culture de l'assistanat. L'Etat ne remboursera pas les crédits des bénéficiaires», a-t-il indiqué. Sur le volet de la sécurité sociale, El Ghazi s'est félicité de l'écho positif qu'a eu l'opération d'affiliation volontaire à la Caisse nationale d'assurances sociales (Cnas) et la Casnos (Caisse nationale de la sécurité sociale des non-salariés), soulignant la prise de conscience

tant chez les salariés que les patrons d'entreprises quant à la nécessité de cotiser. Ainsi, les recouvrements des impayés enregistrent des taux appréciables, selon le ministre qui appelle les salariés ou patrons qui n'ont pas encore honoré leurs obligations auprès de la Sécurité sociale à se rapprocher des différentes caisses, rappelant que les délais ont été prolongés au-delà du 31 mars, suite à la demande importante exprimée.

La Casnos enregistre le plus grand taux de recouvrement avec des taux avoisinant les 80%, tandis que la Cnas a pu améliorer son recouvrement de + 55% entre juillet 2015 et mars 2016.

Y. D.

**ACCIDENTS DU TRAVAIL**

## 11% des cas liés à la manutention manuelle et mécanique

**Entre 2011 et 2015, 11% des accidents du travail enregistrés par la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas) relèvent de la manutention manuelle et mécanique dans différents secteurs d'activité. Une situation qui coûte «énormément» à la Caisse.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Dans le but de rationaliser la dépense et veiller également à la bonne santé des travailleurs, l'agence d'Alger de la Cnas a organisé, hier, des portes ouvertes sur la prévention des risques de la manutention manuelle et mécanique. Un domaine d'activité où la Caisse enregistre justement, ces trois dernières années, le plus grand nombre d'accidents du travail. «Entre 2011 et 2015, les statistiques de la direction

générale de la Cnas révèlent que 11% des accidents du travail enregistrés sont liés à la manutention manuelle et mécanique dans différents secteurs d'activité», souligne M<sup>me</sup> Tassadit Bouamra, chargée de la communication de l'agence d'Alger de la Cnas.

Des accidents qui résultent souvent du non-respect des règles de sécurité et de l'absence d'une culture de bonnes pratiques en termes de gestes et postures, assure-t-elle.

Survenus dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics, de l'industrie mais aussi de l'interprofessionnel, les accidents à la manutention coûtent ainsi «énormément» à la Caisse.

La structure des allocations familiales de la Cnas, dans la commune de Belouizdad et celle des cotisations au boulevard Mohammed V à Alger étaient, hier, au rendez-vous pour informer et sensibiliser les travailleurs, les

employeurs ainsi que la population aux risques liés à la manutention. Deux structures qui connaissent un grand afflux des assurés dans la capitale.

Cette initiative vise aussi à promouvoir les bonnes pratiques en matière de manutention et à réduire ainsi le nombre d'accidents et des maladies liés à ce domaine.

«Nous ciblons, en premier lieu, les employeurs qui enregistrent de nombreuses déclarations d'accidents du travail dans le secteur de la manutention manuelle et mécanique», précise M<sup>me</sup> Tassadit Bouamra.

Une opération de sensibilisation qui se poursuit à longueur d'année puisque «des contrôleurs de la Cnas se déplacent sur les sites de travail pour sensibiliser les travailleurs sur les risques de la manutention et les incitent à la prévention», ajoute-t-elle.

Ry. N.